

«Tariffs» à 15%, un moindre mal pour l'économie suisse

Pascal Schmuck

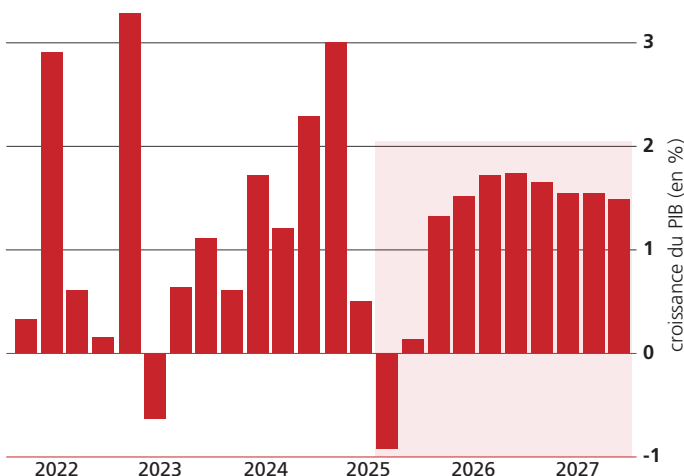
ANALYSE

Le voyage surprise de Guy Parmelin à Washington jeudi renforce l'hypothèse de voir les droits de douane américains, les fameux «tariffs», être réduits (*lire page 7*). Lors du «Liberation Day» début avril, Donald Trump avait frappé la Confédération de taxes à l'importation de 31%, avant d'alourdir ce montant à 39% au début août.

Le Conseil fédéral, la présidente de la Confédération et ministre des Finances, Karin Keller-Sutter, et le ministre de l'Economie, Guy Parmelin, en tête, a multiplié les efforts pour atténuer ce qui est perçu par l'économie helvétique comme des droits punitifs et injustifiés. Mais sans succès jusqu'à présent, à l'image d'un premier voyage accompli par le Vaudois au début septembre, mais sans résultat. Il n'avait même pas pu s'entretenir avec Donald Trump à cette occasion.

Une délégation d'entrepreneurs suisses, et principalement romands, en visite à la Maison-Blanche début novembre a rencontré plus de réussite auprès du président américain. A tel point que c'est dorénavant le représentant américain au commerce Jamieson Greer qui est chargé des discussions. Et en début de semaine, l'agence Bloomberg, citant des sources proches du dossier, a rapporté qu'un accord devrait être conclu dans les deux prochaines semaines. Mais quel serait l'impact pour l'économie helvétique

LE PIB SE TASSERA AVEC LES DROITS DE DOUANE



Pour l'année en cours, le KOF anticipe une croissance du PIB réel sans les événements sportifs de 1,4% et de 0,9% en 2026.

KOF

d'un taux comparable à celui de l'Union européenne (UE), soit 15%? Le KOF, le centre de recherches conjoncturelles de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ), s'est prêté à l'exercice dans une étude sur les droits de douane américains parue mi-septembre.

«Le fardeau des exportateurs et l'incertitude seraient significativement plus faibles, ce qui atténuerait l'impact négatif.»

KOF

Dans ce scénario, «le fardeau des exportateurs et l'incertitude supposée seraient significativement plus faibles, ce qui atténuerait considérablement l'impact négatif sur l'économie dans son ensemble». Si cette approche de-

vait se confirmer, le produit intérieur brut (PIB) connaîtrait une croissance de 1,2% en 2026 et 1,8% en 2027. Avec des «tariffs» à 39%, les prévisions évoquent plutôt 0,9% et 1,6%.

Cet assouplissement soulagerait les exportateurs suisses, et surtout ceux actifs dans l'horlogerie et les instruments de précision. Il leur permettrait de lutter à armes égales avec leurs rivaux européens sur le marché américain.

La Suisse bénéficie encore de l'exemption accordée – pour le moment – aux industries pharmaceutique et aurifère, qui sont les deux principaux piliers de ses exportations vers les Etats-Unis. La menace de taxes à l'importation à hauteur de 200% brandie par Donald Trump en juillet pour la pharma ne s'est pas concrétisée.

Claude Maurer, le chef économiste du BAK, ne croyait

pas que ce taux de 39% resterait longtemps. «Par le passé, les annonces fracassantes n'ont pas toujours été suivies d'effets», a-t-il expliqué. Mi-septembre, l'institut bâlois de recherche économique s'attendait à ce que la Suisse puisse «conclure un accord douanier avec les Etats-Unis dans les prochains mois, similaire aux conditions de l'UE». Les risques négatifs sont toutefois restés «inhabituellement élevés», estimaient les experts dans une étude.

BAK tablait dans ses modèles de calcul sur une croissance du PIB en 2026 amputée de 0,3 point de pourcentage à 0,9% «avec des droits nettement supérieurs à 10%». L'impact pourrait donc être sensiblement réduit avec des «tariffs» à 15%.

Ces projections comportent toutefois une inconnue de taille: quelles sont les contreparties que va exiger Donald Trump? Et surtout, que peut ou que va lui donner la Suisse? Le président américain revendique une diplomatie «transactionnelle» et Berne ne peut pas réduire ses droits de douane puisqu'elle n'en applique plus pour les produits industriels depuis 2024.

Le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) publiera lundi les premiers chiffres sur l'évolution du PIB au troisième trimestre. Les économistes anticipent une croissance de 0,2% dans le meilleur des cas. Cette statistique sera surtout l'occasion de mieux mesurer l'impact des droits de douane entrés en vigueur en août. ■